

On est désespéré en France, mais on n'aurait pas le droit de le dire ?

écrit par Ulysse | 18 décembre 2018



Qu'on arrête de nous bassiner avec des phrases du genre : « *Oh ! on n'est vraiment pas malheureux en France ! Regardez donc un peu ailleurs !* »

Mais si, on est malheureux dans ce pays. On y est même pratiquement désespéré. On s'y suicide massivement ; on s'y fait voler, cambrioler, incendier, violer, égorger, assassiner, dans la plus totale indifférence – non, avec en prime le sourire satisfait des bien-pensants.

On est désespéré en France. Et on ne peut pas, on n'a pas le droit de le dire. Ah mais non !

On a le droit de dire quoi, en somme ?

Vous pouvez vous exprimer, vous ? Moi pas.

Vous pouvez donner votre avis sur les sujets qui vous concernent vraiment, directement, quotidiennement ? Moi pas.

Non, jour après jour, auprès de centaines d'interlocuteurs, j'apprends essentiellement :

– à fermer ma gueule si je ne veux pas être immédiatement et irrémédiablement rejeté, honni, exclu,

– à tenter, éventuellement, par les moyens les plus détournés de sonder – très délicatement, comme si je marchais sur un champ de mines – mon interlocuteur pour savoir si, vaguement, « au cas où », par hasard ou par extraordinaire, j'aurais – peut-être – une infime possibilité de m'ouvrir à lui sur les sujets qui me préoccupent... et si j'ai une chance sur mille de le voir abonder dans mon sens.

La France a été ce pays d'échanges, vifs, enflammés ou modérés, où chacun *pouvait* s'exprimer. Combien d'entre nous ont connu ce *pays-là* ?

Et combien d'entre nous se sont vus, insensiblement, condamnés au silence depuis trente ou quarante ans ?

Mais combien d'entre nous sont éveillés aujourd'hui ? Et prêts à dire les choses, coûte que coûte ?

De leur nombre dépendra la survie de ce *pays-là*.

Je vous invite à lire un article paru sur Polemia

**Vous trouvez que l'Europe de l'Est est autoritaire ? Essayez
l'Allemagne et la France**

Par Paul Gottfried, professeur de sciences humaines au Elizabethtown College ♦ Le 17 novembre dernier, Polémia présentait l'indice Libertex au cours du 4e Forum de la Dissidence. Cet indice, prenant en compte de multiples facteurs, se veut un état des lieux exhaustif de la liberté d'expression dans plusieurs pays du monde. Cette publication a attiré l'attention d'un média outre-atlantique : The American Conservative. Nous partageons avec nos lecteurs la traduction [de cet article rédigé](#)

[par Paul Gottfried pour le média américain.](#)

Polémia

Une étude récente conclut que les puissances occidentales libérales répriment la parole plus que leurs voisins « antilibéraux ».

La prétendue plongée des pays d'Europe de l'Est, et en particulier de la Pologne et de la Hongrie, dans les griffes de régimes nationalistes autoritaires a fait l'objet de vives discussions. Cette préoccupation n'a pas seulement attiré l'attention anxieuse de nos médias de gauche, tels que le *New York Times*, le *Washington Post* et le *New York Review of Books*, mais elle a également suscité de vives réactions de la part des groupes de réflexion républicains de Washington, en particulier l'AEI et la Heritage Foundation. Tous deux ont fait des déclarations faisant état de leur inquiétude quant à l'orientation identitaire et antilibérale qui touche aujourd'hui la Hongrie de Orbán, la Pologne et, peut-être de façon moins dramatique, l'Autriche et l'Italie sous des gouvernements de centre-droit. On peut penser que les pays d'Europe occidentale dont les gouvernements sont socialement libéraux mais pro-capitalistes sont mieux protégés contre la menace de cette peste de droite. En langage profane, cela peut signifier que ces autres pays européens sont considérés comme plus amis des élites politiques et économiques américaines.

Compte tenu de ces attitudes qui prévalent aujourd'hui, il peut être utile d'examiner une étude française récemment réalisée par Libertex, une opération de sondage libertaire, sur la liberté des échanges d'informations dans divers pays européens. Cette étude comparative, qui examine l'ouverture d'esprit de divers pays européens à l'égard des opinions politiques dissidentes, fonde son enquête sur plusieurs critères. Parmi ceux-ci figurent l'absence relative de loi sur les discours de haine, un système judiciaire impartial (non politisé), la volonté ou non des gouvernements de demander à Google et à Facebook de censurer les opinions politiques inacceptables (une pratique qui, en Europe occidentale, cible presque toujours la droite), le nombre d'agences de presse et la possibilité de tenir des discussions ouvertes en dehors de la censure du gouvernement.

Selon la plupart de ces critères, les États-Unis (avec un score total de 92,1) sont le pays le plus libre cité dans cette enquête, suivis du Danemark

(81,8) et du Royaume-Uni (71,3). Mais curieusement, le mouton noir du PC West, la Hongrie (à 69,7), est juste derrière le Royaume-Uni, et est suivi par l'Italie (à 69,1). La Russie (51,1) et la France (46,4) clôturent le classement. L'Allemagne, qui n'est pas incluse dans l'étude, se classerait, selon toute probabilité, en bas de l'échelle, étant donné l'étendue de sa surveillance gouvernementale « antifasciste » et son recours à des lois interdisant toute opposition politique. (Pour plus d'informations sur le scandaleux « déficit démocratique » de l'Allemagne, j'ai recommandé mon ouvrage *The Strange Death of European Marxism* récemment réédité.)

Le sondage, qui offre « une classification réaliste de la liberté d'expression », en particulier en France, « examine le côté sordide de l'ingénierie sociale antifasciste qui s'implante actuellement dans les démocraties occidentales ». L'Allemagne et la France ont de nombreuses lois sur les discours de haine : elles punissent la « banalisation » ainsi que la négation de ce qui est officiellement considéré comme un génocide. Les lois que Libertex qualifie de « lois mémorielles » (lois ou directives traitant de la mémoire historique inadmissible) incluent maintenant la criminalisation des conclusions malséantes sur le massacre arménien de 1915 que les universitaires, les enseignants et les journalistes sont tenus, sous la menace d'amendes élevées et d'éventuel emprisonnement, de considérer comme un acte de génocide. Les gouvernements français et allemand poursuivent aussi allégrement les détracteurs de l'immigration musulmane comme étant coupables de crime de haine. En même temps, ils encouragent habituellement ou tentent d'expliquer les diatribes antisémites et les actions impliquant des activistes musulmans. Les médias, avec la coopération des gouvernements progressistes, tenteront souvent d'associer ces attaques verbales ou physiques à l'« extrémisme » de la population autochtone européenne. Selon Libertex, la censure ciblant les auteurs et les mouvements de centre droit fait rarement l'objet du même examen médiatique que les plaintes émanant de la gauche multiculturelle.

Il semble également que des pays qui peuvent être répressifs d'une autre manière permettent parfois une étonnante variété d'opinions politiques. La vindicte de

Poutine à l'égard de certains opposants politiques peut ne pas se traduire par une forme de censure aussi stricte et systématique que celle que l'on trouve dans la France multiculturelle ou dans l'Allemagne antifasciste. Contrairement à l'opinion libérale classique, toutes les libertés ne sont pas menacées de la même manière, même lorsque certaines d'entre elles rétrécissent. L'étude Libertex souligne également le fait évident que les pays « les plus libres » en termes d'expression ne sont plus aussi libres qu'autrefois. **Même les gouvernements de pays aussi relativement libres que la Grande-Bretagne traitent parfois avec brutalité ceux qui entravent les efforts qu'ils font pour bâtir une société multiculturelle.**

L'étude Libertex présente peut-être une faiblesse qui consiste à utiliser au moins un critère douteux pour émettre ses jugements. Libertex prend pour norme de liberté la « pluralité des agences de presse » existant dans les pays qu'elle a évalués. Mais il est peu probable que les petits pays disposent ou aient besoin d'autant d'agences de presse que les grands. Plus important encore, il n'y a aucune raison de supposer que l'augmentation du nombre d'agences de presse apporte une plus grande diversité d'opinions. Aux États-Unis et dans une grande partie de l'Europe occidentale, de grands conglomérats de presse et des agences de presse idéologiquement standardisées fabriquent et diffusent à la fois des opinions publiées. Souvent, ceux qui sont associés à ces chaînes ne sont pas plus soucieux de préserver la diversité de pensée que le gouvernement français que Libertex attaque bravement. Pour renouveler la liberté en Occident il faudrait que prolifèrent des médias sociaux non censurés qui offriraient la diversité d'opinions que certains d'entre nous exigent. Malheureusement, ceux qui dirigent Google et Facebook poursuivent probablement des objectifs très différents.

Paul Gottfried

16/12/2018

Source : The American Conservative

<https://www.polemia.com/europe-est-autoritaire-essayez-allemande-france/>